



2310.1

28. März 1979

Nicht für die Presse

Bern, 22. März 1979

Ausgabe

Reise nach China, 12.- 19. März 1979, Wirtschaftsbeziehungen,
 Berichterstattung

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 22. März 1979 (Beilage)

Gestützt auf den Antrag des Volkswirtschaftsdepartements und aufgrund
 der Beratung hat der Bundesrat

b e s c h l o s s e n :

Vom Bericht wird Kenntnis genommen.

Protokollauszug an:

- EVD 10 zum Vollzug
- EPD 6 zur Kenntnis
- EDI 3 " "
- JPD 3 " "
- EMD 4 " "
- FZD 7 " "
- VED 5 " "
- BK 3 (Hb, Br, Sa) zur Kenntnis

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:

Schmitt



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Nicht für die Presse

Bern, 22. März 1979

Ausgeteilt

An den Bundesrat

Reise nach China

Die Reise, die der Unterzeichnete - begleitet von Minister B. v. Tscharner (Handelsabteilung) - an der Spitze einer aus Botschafter P. Languetin (SNB) und Spitzenvertretern der schweizerischen Wirtschaft zusammengesetzten Delegation unternommen hat (12. bis 14. März: Schanghai, Eröffnung der schweizerischen Werkzeugmaschinenausstellung "Humatex"; 15. bis 19. März: Gespräche in Peking), vermittelte nicht nur einen sehr wertvollen Einblick in die jüngsten Tendenzen der chinesischen Wirtschaftspolitik, sondern gestattete auch, die wesentlichsten aussenwirtschaftlichen Anliegen, die wir gegenüber China haben, mit Nachdruck zu vertreten.

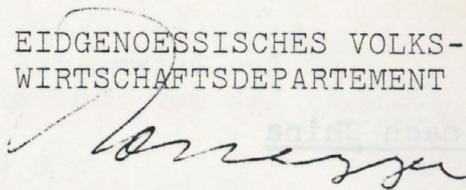
Folgende Dokumente liegen zur Kenntnisnahme bei:

1. Gemeinsames chinesisches-schweizerisches Protokoll vom 19. März 1979. Dieser Text kann vor allem als Hilfe für die Auslegung der Aufgaben der durch das Handelsabkommen vom 20. Dezember 1974 eingesetzten Gemischten chinesisches-schweizerischen Kommission nützlich sein.
2. Presserohstoff vom 20. März. Dieser Ueberblick über die Gespräche in China und die wichtigsten Themen wurde anlässlich der Pressekonferenz, die der Unterzeichnete unmittelbar nach seiner Rückkehr durchführte, an die Presse verteilt.

3. Aufzeichnung über das Gespräch zwischen der schweizerischen Delegation und dem Ersten Vize-Ministerpräsidenten Deng Xiaoping. Diese Notiz spiegelt die beeindruckende Persönlichkeit dieses Mannes wieder und vermittelt einen Einblick in das Denken der chinesischen Führung.

Der Unterzeichnete wird dem Bundesrat mündlich noch einige ergänzende Informationen geben können.

EIDGENÖSSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT



3 Beilagen

Kopie an:

Protokollauszug EVD 10

" EPD 5

übrige Departemente zur Kenntnis

Procès - verbal

1. A l'invitation de Monsieur Gu Mu, Vice-Premier Ministre de la République populaire de Chine, Monsieur Fritz Honegger, Conseiller fédéral suisse et Chef du Département fédéral de l'économie publique, a séjourné en République populaire de Chine du 12 au 19 mars 1979. Monsieur Honegger était accompagné par le Directeur général de la Banque Nationale Suisse, Monsieur Pierre Languetin, et par des représentants de l'économie suisse (liste en annexe).

Le 14 mars Monsieur Honegger a présidé à l'inauguration de l'exposition suisse de machines-outils Humatex '79 à Shanghai.

Durant le séjour de la délégation suisse à Shanghai Monsieur Peng Chong, Président du Comité révolutionnaire de la Municipalité de Shanghai, a eu une entrevue avec Monsieur Honegger et sa délégation. Monsieur Han Zheyi, Vice-Président du Comité révolutionnaire de la Municipalité de Shanghai, a eu un échange de vues avec la Délégation suisse sur des problèmes économiques et commerciaux d'intérêt mutuel.

Monsieur Honegger a séjourné à Pékin du 15 au 19 mars. Durant le séjour de la Délégation suisse à Pékin, le Vice-Premier Ministre du Conseil des Affaires d'Etat, Monsieur Deng Xiaoping, a rencontré Monsieur Honegger et sa délégation, et a eu avec eux des entretiens cordiaux et amicaux. Le Vice-Premier Ministre Gu Mu a eu des entretiens utiles et harmonieux avec Monsieur Honegger et sa délégation. En outre Monsieur Honegger et sa délégation ont eu des entretiens séparés avec Monsieur Zhou Zijian, Ministre du Premier Ministère de construction de machines, avec Madame Qian Zhengying, Ministre des ressources hydrauliques de l'Etat, avec Monsieur Ma Yi, Vice-Président de la Commission d'Etat de l'Economie, avec Monsieur Zhou Huamin, Vice-Ministre du Ministère de Commerce extérieur, avec Monsieur Li Degeng,

Vice-Ministre du Ministère de l'énergie électrique, avec Monsieur Li Hua, Vice-Ministre du Ministère de l'industrie métallurgique et avec Monsieur Wang Yaoting, Président du Conseil Chinois pour la Promotion du Commerce International. Monsieur Languetin a eu des entretiens avec Monsieur Li Baohua, Président de la Banque populaire de Chine, et avec Monsieur Qiao Peixi, Président du Conseil d'administration de la Banque de Chine. Les autres membres de la Délégation suisse ont en outre procédé à des contacts et des entretiens avec les départements responsables pour les différents secteurs industriels intéressés et avec les corporations du commerce extérieur concernées.

2. Au cours des entretiens sus-mentionnés, les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant au développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays et aux résultats réjouissants obtenus durant les dernières années.

Les deux parties considèrent unanimement que l'Accord de commerce signé entre les deux pays le 20 décembre 1974 a fourni une base efficace pour le développement des relations économiques et commerciales entre la Chine et la Suisse.

Les deux parties déclarent unanimement qu'elles déploieront tous les efforts pour appliquer intégralement l'esprit de l'Accord de commerce conclu entre les deux pays, qu'elles prendront toutes les mesures pour renforcer et élargir la coopération économique et commerciale et que les relations économiques et commerciales entre les deux pays ont de larges perspectives de développement.

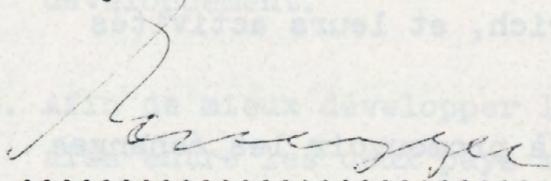
3. Afin de mieux développer les relations économiques et commerciales entre les deux pays sur la base de l'égalité et dans l'intérêt mutuel les deux parties sont convenues de ce qui suit:

- Liste des membres de la Délégation suisse
- a) Elles prendront toutes les mesures possibles pour faciliter le commerce, notamment l'accès des marchandises de chacune des deux parties au marché de l'autre, en vue d'assurer un développement harmonieux des relations commerciales et économiques entre les deux pays.
 - b) Elles s'efforceront de développer les échanges commerciaux et la coopération économique, y compris le cas échéant, le transfert de technologie et la fabrication d'équipements et de produits dans les domaines suivants:
 - l'industrie des machines et de l'appareillage
 - l'industrie de l'électricité
 - l'industrie chimique
 - l'industrie du textile
 - l'industrie alimentaire
 - l'industrie des biens de consommation
 - l'industrie des instruments de précisions et de mesure
 - l'industrie horlogère (mécanique et électronique)
 - l'industrie de l'aluminium
 - l'agriculture et l'élevage
 - les activités des bureaux d'ingénieurs conseils et des entrepreneurs générauxainsi que d'autres domaines à convenir entre des entreprises intéressées des deux pays.
 - c) Elles encourageront les entreprises des deux pays à pratiquer la coopération dans la production et dans les échanges commerciaux ainsi que toute autre forme de coopération.
 - d) Conformément aux conditions qui régissent dans chacun des deux pays des représentations d'entreprises commerciales seront créées à Pékin et à Zurich, et leurs activités seront facilitées.
 - e) Les deux parties continueront à promouvoir les échanges de personnes, de groupes et de délégations dans les domaines industriel et commercial, à encourager l'échange

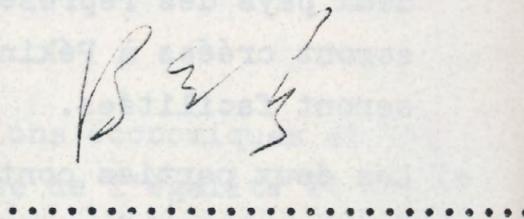
d'expériences et les contacts dans les domaines industriel et technique, et à favoriser l'organisation d'expositions et la participation à des foires dans les deux pays.

4. A la demande de la partie chinoise, Monsieur Honegger a indiqué que les Autorités suisses étaient prêtes à examiner l'octroi, dès le 1er juillet 1979, du bénéfice du système suisse de préférences tarifaires valable pour les pays en développement à la République populaire de Chine, selon des modalités qui devront encore être déterminées.
5. Pour promouvoir les relations économiques et commerciales entre les deux pays, les représentants de la Banque populaire de Chine et le représentant de la Banque Nationale Suisse ont eu un échange de vues sur les problèmes monétaires et financiers. La partie suisse a rappelé les conditions avantageuses offertes par le marché des capitaux et le système bancaire suisses. En ce qui concerne les crédits commerciaux les banques commerciales de Suisse et la Banque de Chine sont invitées à poursuivre leurs conversations.
6. La Commission mixte prévue à l'Article 6 de l'Accord de commerce du 20 décembre 1974 examinera le développement des relations économiques sino-suisses dans les domaines susmentionnés et fera toute proposition qui s'avérera nécessaire à cet égard.

Fait à Pékin, le 19 mars 1979, en deux exemplaires en langue française et chinoise.



.....
(Fritz Honegger)



.....
(Zhou Huamin)

Liste des membres de la Délégation suisse

Fritz Honegger	Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'économie publique, Chef de la délégation
Benedikt von Tscharner	Ministre plénipotentiaire, Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique, Secrétaire de la délégation
Pierre Languetin	Ambassadeur, Membre de la direction générale de la Banque nationale suisse
Heinz Haas	Président de l'Office suisse d'expansion commerciale
Pierre Borgeaud	Président de la Société suisse des constructeurs de machines, Président du comité de direction du groupe de Sulzer SA
Georges-Adrien Matthey	Président de la Fédération horlogère suisse
Hans Bergmaier	Représentant de l'Union suisse des sociétés d'ingénieurs, Délégué du Conseil d'administration d'Elektrowatt SA
Ralph Gautier	Représentant du Syndicat des maisons suisses du commerce mondial et du commerce de transit, Président du Conseil d'administra- tion de Siber Hegner Holding
Ernst Vischer	Représentant de la Société suisse de l'industrie chimique, Membre du comité de direction du groupe de Ciba-Geigy SA
Arthur Wiederkehr	Vice-président d'Alusuisse SA
Peter Hutzli	Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
Erwin Schurtenberger	Premier Secrétaire d'Ambassade, Chargé des affaires économiques de l'Ambassade de Suisse en Chine

会 谈 纪 要

一、应中华人民共和国谷牧付总理的邀请，瑞士联邦委员、联邦公共经济部长弗里茨·霍纳格先生于一九七九年三月十二日至十九日访问了中华人民共和国。陪同霍纳格先生访问的有瑞士国民银行总经理彼埃尔·隆格丹先生以及瑞士经济界的代表（名单附后）。

三月十四日，霍纳格先生主持了在上海举办的瑞士机床展览会开幕式。

瑞士代表团在沪逗留期间，上海市革命委员会彭冲主任会见了霍纳格先生及其代表团。上海市革命委员会韩哲一付主任同瑞士代表团就相互关心的经济和贸易问题交换了意见。

霍纳格先生于三月十五日至十九日访问了北京。瑞士代表团在北京逗留期间，国务院邓小平付总理会见了霍纳格先生及其代表团，并同他们进行了亲切友好的谈话。谷牧付总理同霍纳格先生及其代表团进行了有益的、融洽的会谈。霍纳格先生及其代表团还分别同第一机械工业部周子健部长、水利部钱正英部长、国家经委马仪付主任、对外贸易部周化民付部长、电力部李代耕付部长、冶金工业部李华付部长、中国国际贸易促进委员会王耀庭主任进行了会谈。隆格

丹先生同中国人民银行的李葆华行长以及中国银行乔培新董事长进行了会谈。瑞士代表团的其他成员还同各有关工业部门和外贸公司进行了接触和会谈。

二、双方在上述会谈中对两国经济贸易关系的发展和最近几年取得的可喜成果表示满意。

双方一致认为，两国于一九七四年十二月二十日签署的贸易协定，为发展中国和瑞士之间的经济贸易关系提供了有效的基础。

双方一致表示，愿尽一切努力全面贯彻两国贸易协定的精神，将采取各种措施以加强和扩大经济和贸易合作，两国之间的经济和贸易关系具有广阔的发展前景。

三、为了在平等、互利基础上进一步发展两国的经济贸易关系，双方同意：

1. 双方将采取一切可能的措施来促进贸易，特别是促进对方商品进入本国市场的措施，以保证两国经济贸易关系的协调发展。
2. 双方将努力在下列领域内，发展贸易往来和经济合作，包括技术转让、生产设备及其产品：

——机械制造业

——电力工业

——化学工业

——纺织工业

——食品工业

- 消费品工业
 - 精密和测量仪器工业
 - 钟表工业（机械表和电子表）
 - 铝工业
 - 农牧业
 - 工程顾问公司和总承包商的活动
- 以及两国企业商定的其他领域。

3. 双方将促进两国企业实行协作生产和销售以及任何其他的合作方式。

4. 双方按照各自条件，将在北京和苏黎世互设商业公司代表处，并为其活动提供便利条件。

5. 双方将继续促进两国工商界人员、小组和代表团的往来；鼓励工业技术方面的交流和接触；赞助相互举办展览会和参加博览会。

四、根据中国方面的要求，霍纳格先生表示，瑞士当局准备研究根据有待确定的方式，自一九七九年七月一日起给予中华人民共和国以发展中国家普遍优惠制待迁。

五、为了促进两国经济贸易关系，中国人民银行的代表和瑞士国民银行的代表就货币和金融问题交换了意见。瑞士方面重申，瑞士资本市场和瑞士银行制度所提供的条件是优惠的。关于商业信贷问题，将由瑞士商业银行和中国银行进一步商谈。

六、一九七四年十二月二十日签订的贸易协定第六条所规定的

混合委员会将研究上述领域中中瑞经济关系的发展，并将对此作出任何必要的建议。

一九七九年三月十九日于北京，法文和中文一式两份。

(周化民)

(弗里茨·霍纳格)

瑞 士 代 表 团 名 单

弗里茨·霍纳格
(FRITZ HONEGGER) 联邦委员、联邦公共经济
部长、代表团团长

贝内蒂克·冯恰纳
(BENEDIKT VON TSCHARNER) 联邦公共经济部贸易司
全权公使、代表团秘书

彼埃尔·隆格丹
(PIERRE LANGUETIN) 大使衔，瑞士国民银行总
经理

汉茨·哈斯
(HEINZ HAAS) 瑞士贸易扩大处主席

汉斯·鲍尔诺
(PIERRE BORGEAUD) 瑞士机械制造家协会代表、
苏尔寿集团领导委员会
主席

乔治—阿蒂昂·马代
(GEORGES—ADRIEN MATTHEY) 钟表协会主席

汉斯·贝格迈尔
(HANS BERGMAIER)
瑞士工程顾问联合会主席、
艾莱克特罗瓦特工程
顾问公司董事会代表

阿尔夫·高迪埃
(RALPH GAUTIER)
瑞士国际贸易和转口贸易
公司公会代表、华嘉
公司董事长

彼得·胡茨利
(PETER HUTZLI)
瑞士工商联合会秘书

爱尔诺斯特·菲舍尔
(ERNST VISCHER)
瑞士化工协会代表、汽巴
—嘉基集团领导委员会
成员

阿尔图·维特克
(ARTHUR WIEDERKEHR)
瑞士铝业公司付董事长

舒爱文
(ERWIN SCHURTENBERGER)
瑞士驻华使馆经济一秘

CHINA - REISE
DELEGATION
BUNDESRAT HONEGGER

12. - 19. März 1979

SR 317, 19./20. März 1979

Vertraulich

Gespräch mit Vize-Ministerpräsident DENG XIAOPING
Montag, 19. März 1979, 10.00 bis 11.21 Uhr, Volkshalle Peking

Teilnehmer: ganze Delegation

Zusammenfassung (Lektüre des vollen Texts lohnt sich!)

Deng Xiaoping betont, an den Zielen der vier Modernisierungen werde festgehalten. Die Politik der Oeffnung wird fortgesetzt. Deng erläutert die seit kurzem verfolgte Politik, wonach mit ausländischen Firmen zusammen errichtete Fabriken in der Regel mit Warenexporten bezahlt werden müssen.

Es besteht nach Deng kein Grund, an der Kontinuität der chinesischen Politik zu zweifeln. Sie wird auch von jüngeren Kräften getragen. Sie ist richtig, weil sie dem Volk Vorteile bringt. Ohne die Entwicklung des Handels müsste China arm und schwach bleiben.

Die wirtschaftliche Zusammenarbeit muss politisch begründet (gegenseitiges Vertrauen) und langfristig angelegt sein. China wünscht ein starkes und vereintes Europa. Deng lobt die Zusammenarbeit mit der Schweiz. Das Frankenproblem kann in Gesprächen unter Fachleuten gelöst werden.

China versteht sich als Entwicklungsland und ist für Zollpräferenzen dankbar.

Vietnam musste eine Lektion erteilt werden, damit es nicht zum Kuba des Ostens wird. Deng unterstreicht das militärische Potential Vietnams.

Ausführliche Aufzeichnung

(Bemerkung: Trotz der nachstehend verwendeten direkten Rede handelt es sich um eine gekürzte Wiedergabe. Die Ausführungen des Dolmetschers erfordern z. T. eine gewisse Interpretation.)

Honegger: Die letzte Zusammenkunft zwischen Ihnen und einem schweizerischen Bundesrat fand 1974 statt, als Bundesrat Graber Peking anlässlich der SITEX besuchte. Es ist für mich und meine Delegation eine grosse Ehre, heute von Ihnen empfangen zu werden.

Deng: Die konkreten Probleme konnten Sie mit Gu Mu besprechen. Da Sie von so weit her gereist sind, hätte ich es bedauert, Sie nicht zu sehen.

Honegger: Unsere Gespräche bezogen sich vor allem auf wirtschaftliche Fragen. Sie gestatten aber auch die Pflege der zwischenmenschlichen Beziehungen.

Deng: Eure Waren sind sehr konkurrenzfähig. Ihr müsst uns helfen, die vier Modernisierungen zu verwirklichen. Die Schweiz war eines der ersten Länder, die mit uns diplomatische Beziehungen angeknüpft haben. Viele wichtige historische Ereignisse haben in der Schweiz stattgefunden.

Honegger: Als der verstorbene Ministerpräsident Zhou Enlai 1954 zur Indochina-Konferenz nach Genf reiste, wurde er vom schweizerischen Bundesrat in Bern empfangen.

Deng: Das stimmt. Zhou Enlai führte nicht nur Gespräche mit Anthony Eden sondern traf auch Charly Chaplin!

Honegger: Wie sehen Sie die wirtschaftliche Entwicklung Chinas in den kommenden Jahren?

Deng: Wir werden am Ziel der vier Modernisierungen festhalten. Wir werden Schritt um Schritt eine immer offenere Politik betreiben. Jedes Land muss zunächst auf seine eigenen Kräfte bauen. Wir müssen gleichzeitig die fortgeschrittene Technik und Wissenschaft der Industrieländer beiziehen. In mancher Hinsicht fehlt uns die Erfahrung. Gewisse Leute im Ausland machen sich Sorgen darüber, ob wir genügend Geld haben werden, um zu bezahlen. Sie machen sich auch Sorgen um die Kontinuität unserer Politik. Ihr habt über diese Fragen diskutiert.

Als ich in Amerika war, hat man mir ebenfalls diese Fragen gestellt. Ich habe geantwortet: Das ist nicht so schwierig, man muss darüber verhandeln. Die Aluminiumfabrik, für die sich auch die Schweiz interessiert, werden wir mit Waren bezahlen. Auch Stahl, Buntmetalle und seltene Metalle (?) bieten grosse Möglichkeiten. Es ist allerdings schwierig, z. B. Japan mit Stahl zu bezahlen, da es selber viel davon produziert. Im Falle der USA werden wir die Kanäle und die Technik der amerikanischen Vertragspartner benützen, um unsere Waren zu vermarkten und damit unsere Schulden zu bezahlen. Sogar Automobilfirmen wollen jetzt mit uns joint-ventures durchführen. Sie bringen die Technik. Wir haben billige Arbeitskräfte. So lassen sich sehr konkurrenzfähige Produkte herstellen. Der Export von Erdöl und z. T. auch von Kohle wird uns helfen, das zu bezahlen, was nicht per Kompensation abgegolten werden kann: Kraftwerke, Verkehrsmittel etc. Immerhin kann man solche Ausrüstungen auch in grössere Projekte einbauen. Mit den USA werden wir Derartiges tun, sobald sie uns die Meistbegünstigung einräumen. Zwischen den USA und Taiwan beträgt der Handel 7 bis 8 Mrd \$. Das chinesisch-amerikanische Handelsvolumen könnte 2 bis 3 mal so gross werden. Was Taiwan jetzt liefert, werden

auch wir liefern können. Die mit der Qualität, den Normen etc. zusammenhängenden Fragen lassen sich lösen. Das Problem der Rückzahlung muss in jedem einzelnen Projekt geregelt sein. Ursprünglich fehlte uns die nötige Erfahrung. Das müssen wir jetzt korrigieren. Schlechte Erfahrungen sind dazu da, dass wir lernen. Nehmen Sie das Beispiel des Stahlwerks bei Schanghai, das die Japaner errichten. Ursprünglich sollte es 2 Mrd kosten, jetzt kostet es 5 Mrd!

Die Kontinuität unserer Politik steht nicht in Frage. Man sagt, China werde von alten Männern regiert, somit würden bald Veränderungen eintreten. Ich kann Ihnen garantieren: es wird sich nichts ändern. Ich habe das vor dem US-Kongress erläutert. Unsere Politik wird von Aelteren und Jüngeren gemeinsam ausgearbeitet. Alle müssen einverstanden sein. Das garantiert die Kontinuität. Ich bin zwar 75, aber Hua Guofeng ist noch nicht einmal 60. Daneben sind auch viele noch Jüngere beteiligt.

Viel interessanter ist die Frage: Ist unsere Politik richtig? Sie ist es, wenn sie den Interessen des Landes entspricht und es zu einer Hebung des Lebensstandards führt. Dann wird sie von allen unterstützt werden. Eine Politik ist schlecht, wenn sie der Bevölkerung keine Vorteile bringt. Während etlichen Jahren herrschten in China politische Unruhen. Das schadete dem wirtschaftlichen Aufbau. Inzwischen haben wir aber die Viererbande zerschmettert.

Wir müssen nun eine Reihe von Gesetzen ausarbeiten, z. B. über ausländische Investitionen oder die Einfuhr von Technologie und von Kapital. Das wird die Leute im Ausland beruhigen und ihnen zeigen, dass wir unsere Politik konsequent fortführen.

Uns fehlt es wirklich an Erfahrung. Das führt dann manchmal zu einem Zick-zack-Kurs. Beim erwähnten Stahlwerk stellte sich die Frage, ob in Dollar oder in Yen bezahlt werden soll. Inzwischen haben wir eine Lösung gefunden. Ich nehme an, mit dem Schweizer Franken stellen sich ähnliche Probleme. Darüber müssen wir Konsultationen führen. Viel wichtiger ist jedoch, dass wir politisch einander Vertrauen schenken. Ich habe den Amerikanern und den Japanern gesagt, wir sollten nicht nur Handel treiben, sondern auch Erfahrungen austauschen. In der Politik muss man weit vorausschauen und nicht nur das sehen, was unter der Nase liegt. Vielleicht erleiden gewisse Firmen ein- oder zweimal Nachteile. Ich habe aber die amerikanischen und japanischen Firmen gebeten, weitblickend zu sein. Sie sollen nicht einfach ihre üblichen Geschäfte machen wollen, sondern sich etwas Neues einfallen lassen. Das gilt auch für Europa.

Honegger: Danke für diese hochinteressanten Erläuterungen. Sie haben recht: Ihr Erfolg hängt davon ab, ob Ihnen das Ausland Vertrauen schenkt. Die Schweiz, ihre Industrie und ihre Dienstleistungsunternehmen, sind bereit, mit Ihnen zusammenzuarbeiten, Ihnen Lösungsmöglichkeiten zu unterbreiten.

Sie haben den Schweizerfranken erwähnt. Herr Generaldirektor Languetin hat darüber hier Gespräche geführt und namentlich dargelegt, dass gewisse Befürchtungen wegen der Stärke des Frankens nicht begründet sind.

Deng: Ich bin kein Fachmann für Währungsfragen. Die Fachleute sollen miteinander sprechen. Wir müssen unsere Beziehungen politisch betrachten: Wir wünschen ein vereintes und mächtiges Europa und europäische Politiker wünschen ein verhältnismässig starkes China. Unsere Schwierig-

keiten kommen aus derselben Richtung. China ist zu arm, sein Handelsvolumen zu gering. Wenn China arm bleibt, besteht keine Aussicht auf Ausweitung des Handels. Ein armer chinesischer Freund nützt nicht viel! Wir verfügen über reiche natürliche Ressourcen. Dafür gibt es in den entwickelten Ländern einen Bedarf. Deshalb muss man die Zusammenarbeit erstens auf die Politik abstützen und zweitens langfristig gestalten. Heute hat die Schweiz einen grösseren Aussenhandel als China! In 5 oder 10 Jahren werden wir weiter sein.

Honegger: Mit 6 Mio hat die Schweiz eine Bevölkerung, die halb so gross ist wie diejenige von Schanghai! Wir gehören zu den Ländern mit dem höchsten Aussenhandel pro Kopf. Das gestattet uns eine enge und fruchtbare Zusammenarbeit. Wir haben nicht nur kleine sondern auch einige sehr grosse Firmen. Einige von ihnen üben eine weltweite Tätigkeit aus und sind auch in der Lage, grosse Projekte, z. B. in China, zu verwirklichen. Die kleineren Firmen können China vor allem Spezialerzeugnisse liefern, wie die Werkzeugmaschinen, die wir in Schanghai ausgestellt haben und die auf ein sehr grosses Interesse stossen.

Deng: Wir haben dafür grossen Respekt!

Honegger: Ueberdies ist der schweizerische Markt offen für die chinesischen Produkte. Gilt das auch für Japan und die USA?

Deng: In den USA stellt sich die Frage der Meistbegünstigung. Die Aussichten stehen gut. Wenn dieses Problem gelöst ist, werden die USA mit uns einen grösseren Handel haben als mit Taiwan: Metallerze, Erzeugnisse der Leichtindustrie und des Kunsthandwerks.

Honegger: Zählt China in Ihren Augen zu den Entwicklungsländern?
Welches ist Ihre Politik gegenüber dieser Gruppe?

Deng: Ja, China ist ein Entwicklungsland. Wir arbeiten mit ihnen zusammen. Die Europäische Gemeinschaft hat uns als Entwicklungsland anerkannt und wird uns Präferenzen einräumen.

Honegger: Die Schweiz ist bereit, China Zollpräferenzen zu gewähren.

Deng: Das ist gut.

Honegger: Wie ist Ihr wirtschaftliches Verhältnis zu den Ländern Südostasiens? Wird es zu einem Konkurrenzverhältnis kommen?

Deng: Wir haben gute Beziehungen zu diesen Ländern, ausser mit Indonesien. Es finden aber Kontakte statt, um auch diese Beziehungen zu verbessern. Jetzt kann man noch nicht von Konkurrenz sprechen. Auch diese Länder sind noch wenig entwickelt. Konkurrenz wird eher mit Taiwan entstehen. Aber wenn Taiwan in die Arme des Mutterlandes zurückkehrt, ist auch dieses Problem gelöst.

Honegger: Sie haben gesagt, das Problem der Finanzierung des Stahlwerks sei gelöst. Wie?

Deng: Die definitive Lösung ist noch nicht gefunden. Die Verhandlungen gehen weiter. Voraussichtlich wird das Verhältnis zwischen Dollar und Yen 50 zu 50 betragen.

Honegger: Werden die Gesetze z. B. über Investitionen Neuerungen bringen?

Deng: Wir werden unsere jetzige Haltung kodifizieren. Befürchtungen mit Bezug auf die Sicherheit der Investitionen sind nicht berechtigt. Ist die Schweiz Mitglied des Europäischen Währungssystems?

Honegger: Nein, aber wir verfolgen eine gleichgerichtete Politik. Das EWS ist ein gutes System. Es wird zur Stabilisierung der Wechselkursverhältnisse beitragen. Europa ist darauf angewiesen.

Deng: Stimmt es, dass der Umfang des Eurodollar-Markts 700 Mrd \$ beträgt?

Honegger: Herr Languetin wird diese Frage beantworten. Der Euromarkt spielt eine grosse Rolle, er steht auch China zur Verfügung.

Languetin: Der Markt ist in der Tat sehr gross. Aber nur mit einem kleinen Teil dieser Mittel wird gehandelt. Nur er beeinflusst die Kurse. Die Kreditkapazität ist zwar beträchtlich, aber die Zinsen sind sehr hoch. Wir sind davon überzeugt, dass das schweizerische Bankensystem Darlehensbedingungen offerieren kann, die sehr viel vorteilhafter sind als diejenigen des Euromarkts. Man darf annehmen, dass in Zukunft die Wechselkursstabilität grösser sein wird: unsere eigene Politik, jene der USA, unsere Zusammenarbeit mit Deutschland und mit dem EWS tragen zur Kursstabilisierung bei. In Zukunft dürfte es deshalb nicht unvorteilhaft sein, Kredite in Franken aufzunehmen. Der Vorteil der niedrigen Zinsen wird allfällige weitere Aufwertungstendenzen bei weitem kompensieren.

Deng: 3/2%? Sprechen Sie mit den zuständigen Herren darüber. Ich verstehe wenig davon. Zwischen der Schweiz und China bestehen gute politische Beziehungen. Die Zusammenarbeit ist willkommen.

Honegger: Wie ist Ihr Verhältnis zu den Staaten Indochinas?

Deng: Wir haben Vietnam und Laos in der Vergangenheit grosse Hilfe geleistet. Wir erwarten keinen Dank. Aber was Vietnam getan hat, erwarteten wir nicht! Während des Krieges löste Vietnam das Problem der Ernährung und der Kleidung nur dank unserer Hilfe. In jüngster Zeit haben wir eine leichte (?) Aktion unternommen, um Vietnam eine Lektion zu erteilen. Die Länder Südostasiens sind darüber erfreut, denn Vietnam bedroht als Kuba des Ostens die Sicherheit dieser Länder. Im Unterschied zu Kuba ist die Kapazität Vietnams grösser. Das kleine Kuba konnte straflos 50'000 Soldaten nach Afrika senden, die dort nach Belieben schalten und walten. Vietnam aber hat eine Bevölkerung von 50 Mio. Sein Kopf ist geschwollen, es brüstet sich mit einer Armee von 1 Mio Soldaten (in Wirklichkeit sind es etwas über 600'000). Würde Vietnam seine Kräfte voll entfalten, so würde die Lage noch viel schlimmer. Deshalb mussten wir unsere Lektion rechtzeitig erteilen. Vietnam war im Glauben, die drittstärkste Militärmacht (nach USA und UdSSR) zu sein. Mit unserer Lektion haben wir diesen Mythos zerstört.

Ich möchte nun das Gespräch beenden.

Honegger: Besten Dank! Wir hoffen, Sie besuchen demnächst Europa. Ich möchte Sie im Namen des Bundesrats einladen, auch in die Schweiz zu kommen. Dann können wir das Gespräch fortführen.

Deng: Danke!